

## Repas-spectacle ou dansant :

### ► Repas à la charge des participants

La redevance de droit d'auteur est proportionnelle à l'ensemble de recettes réalisées. Le taux est de **4,40%**. Le minimum est calculé par application de ce taux sur le budget des dépenses.

### ► Repas offerts en tout ou partie aux participants

La redevance est déterminée par l'application du taux de **4,40%** sur le budget artistique et sur les sommes versées au traiteur ou au restaurateur en contrepartie des repas fournis.

Dans ces deux cas, le montant des droits d'auteur ne peut être inférieur à la redevance de base (33,57 € HT pour 2002).

## Spectacle, gala de variétés :

La redevance de droits d'auteur est proportionnelle aux recettes réalisées. Le taux est de **8,80%** sur la totalité des recettes "entrées" et sur la moitié des autres recettes (buvette, buffet, programme...). Le minimum est calculé par application sur le budget des dépenses du taux de **8,80%**, et le montant facturé ne peut être inférieur à la redevance de base (33,57 € HT pour 2002).

## Concert instrumental ou vocal :

Vous devez remettre, avant la séance, le programme des œuvres qui seront interprétées. En effet, le taux est déterminé en fonction de la durée des œuvres appartenant au répertoire de la Sacem. Ce taux ne peut être supérieur à **8,80%**. Le minimum est calculé par application sur le budget des dépenses du taux déterminé pour les recettes "entrées", et le montant facturé ne peut être inférieur à la redevance de base (33,57 € HT pour 2002).

## Nouveau

### Petites séances musicales avec recettes

#### Simplification des démarches et forfait de droits d'auteur.

Un forfait, associé à une autorisation forfaitaire simplifiée, payable avant la séance est appliqué pour les petites manifestations musicales.

Sont concernés :

**Les petites séances musicales (repas dansant et repas spectacle, spectacles de variétés et concerts)** organisées sans but lucratif avec un budget des dépenses inférieur à 762,25 € dans une enceinte délimitée de moins de 300 m<sup>2</sup>.

*(Pour les concerts de musique classique protégée, de chant choral, de jazz, la superficie du lieu du concert n'est pas retenue comme critère.)*

- Les **bals, thés dansants** dans une salle de moins de 300 m<sup>2</sup>.
- Les **kermesses** avec sonorisation musicale.
- Les **banquets**.

Une brochure détaillée est à votre disposition (*Organisateurs occasionnels de petites manifestations musicales*) auprès de votre délégation SACEM.

Tous les taux, minima et forfaits sont majorés de 25 % si vous utilisez de la musique enregistrée (disques, CD, cassettes...)

## Les protocoles d'accord :

La Sacem a conclu plus de soixante protocoles d'accord avec des fédérations qui font bénéficier les associations adhérentes de réductions sur les droits d'auteur (la liste de ces fédérations est à votre disposition sur *Minitel 3614 Sacem*).

## Réductions prévues par le Code de la propriété intellectuelle :

● Les sociétés ou associations d'éducation populaire agréées par l'autorité administrative bénéficient d'une réduction de 12,50% sur le montant des droits d'auteur pour toutes les manifestations musicales qu'elles organisent.

● Les associations à but d'intérêt général bénéficient quant à elles d'une réduction de 5% sur le montant des droits d'auteur, uniquement pour les manifestations musicales sans entrée payante.

Ces réductions ne sont pas cumulatives avec celles prévues par les protocoles d'accord.

**Dans votre budget "droits d'auteur", prévoyez l'incidence de la TVA (5,50%) et de la Sécurité sociale des auteurs (1%). Si vous voulez connaître le montant de la redevance TTC, multipliez la redevance hors taxes par 1,065.**

**Pour toute information concernant le montant des droits d'auteur des diverses manifestations faisant appel à de la musique (arbre de Noël, cavalcade, corso, fête sportive, semaine commerciale...), prenez contact avec votre délégation Sacem.**



## La rémunération équitable :

Pour l'utilisation de disques, cassettes... en public, le Code de la propriété intellectuelle reconnaît aux musiciens, artistes-interprètes et aux producteurs de phonogrammes un droit à rémunération distinct des droits d'auteur. Appelé "rémunération équitable", il est géré par la SPRÉ (Société pour la Perception de la Rémunération Équitable), qui a chargé la Sacem d'en effectuer le recouvrement.

La rémunération équitable est fixée à 18% du montant des droits d'auteur, avec un minimum annuel de 27,44 € HT.

# Organisateurs occasionnels de spectacles et les droits d'auteur



**sacem**  
Le musique, toute la musique

Société des Auteurs, Compositeurs et Éditeurs de Musique  
Société civile à capital variable - RCS Nanterre D775 675 739  
Siège social : 225 avenue Charles de Gaulle - 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

[www.sacem.fr](http://www.sacem.fr)

# Spectacles musicaux, bals, repas dansants, concerts, galas de variétés...

*La musique est un investissement, essentiel à l'organisation d'une fête ou d'un spectacle. C'est pourquoi les auteurs, les compositeurs et leurs éditeurs doivent être rémunérés au même titre que les divers fournisseurs et prestataires qui concourent à la réalisation de la manifestation.*

La Sacem, qui regroupe plus de 95 000 créateurs et éditeurs de musique, délivre aux organisateurs de spectacles (1) l'autorisation d'utiliser en public leurs œuvres, conformément au Code de la propriété intellectuelle. La loi prévoit en effet que l'auteur doit donner son autorisation et recevoir une rémunération pour la diffusion publique et la reproduction de ses œuvres (Articles L.122-4 et L.132-18).

Par contrat, la Sacem met à la disposition des associations, communes, comités des fêtes, producteurs de spectacles... son répertoire musical et littéraire constitué de plus de cinq millions d'œuvres françaises et étrangères.

## Démarches à effectuer

15 jours avant la manifestation :

- déclarer la manifestation à la délégation de la Sacem du lieu de la séance, (coordonnées sur *Minitel 3614 Sacem* - et sur internet : //www.sacem.fr).
- Elle vous délivrera un contrat général de représentation.
- signer et retourner ce contrat qui vous autorise à utiliser en public toutes les œuvres du répertoire de la Sacem.

**Vous bénéficierez ainsi automatiquement de la réduction de 20% accordée par la SACEM lorsque le contrat est conclu avant la séance. C'est ce tarif réduit de 20% qui est toujours indiqué dans cette brochure.**

Dans les 10 jours suivant la manifestation :

- retourner l'état des recettes et des dépenses,
- joindre le programme des œuvres diffusées.

*Ce programme est nécessaire pour répartir les droits d'auteur. Il peut être remis sous forme d'une liste des œuvres utilisées ou d'une attestation-programme lorsque le chef d'orchestre, le disc-jockey, le compositeur de musique électronique ou l'artiste-interprète communique directement son programme-type à la Sacem.*

Enfin :

- régler le montant des droits d'auteur dans le délai indiqué sur la facture (note de débit).

**Les droits d'auteur sont toujours à la charge de l'organisateur de la manifestation**, et non à celle du chef d'orchestre, des musiciens, des artistes, du disc-jockey, du sonorisateur... qui se produisent à sa demande (sauf, bien évidemment, s'ils organisent la séance pour leur propre compte).



## Le principe de calcul des droits d'auteur

Quels que soient l'origine, la durée, le nombre et le genre des œuvres musicales diffusées au cours d'une manifestation publique, les droits d'auteur sont, d'une manière générale, calculés par application d'un pourcentage sur :

### Les recettes réalisées et/ou les dépenses engagées

Pour les manifestations musicales avec recettes "entrées" et/ou "recettes annexes" (buffet, buvette, vente de programmes...), **les droits d'auteur sont proportionnels aux recettes réalisées**, toutes taxes et service compris, conformément à l'article L.131-4 du Code de la propriété intellectuelle. **Ils ne peuvent être inférieurs à une redevance minimale établie à partir des dépenses engagées.**

Pour les séances sans recette, ce sont les dépenses engagées qui déterminent les forfaits de droits d'auteur. En effet, **qu'une manifestation produise des recettes ou qu'elle soit gratuite (offerte au public), la musique est toujours indispensable et les auteurs doivent être rémunérés.**

Ils contribuent à sa réussite, comme les musiciens, les artistes, le sonorisateur, le disc-jockey, les loueurs de matériel, de la salle et tous les autres fournisseurs qui sont normalement payés.

Le budget des dépenses pris en compte pour le calcul des droits d'auteur est constitué par le budget artistique (cachet des musiciens et artistes, salaire des techniciens son et lumière, charges sociales et fiscales inhérentes, frais de déplacement), le coût des structures d'accueil du public et des artistes (salle, podium, scène...), les frais techniques (sonorisation, éclairage...) et les frais de publicité (affiches, presse, radio...).

Si l'organisateur occasionnel de spectacles est assujéti au paiement de la TVA, il peut obtenir la déduction de cette taxe de l'assiette de calcul de la redevance, sous réserve de la fourniture d'un justificatif comptable approprié (attestation établie et certifiée par un comptable agréé).

**La rémunération des auteurs n'est jamais déterminée en fonction du bénéfice réalisé.**

### LE POURCENTAGE APPLIQUÉ PREND EN COMPTE :

#### Le mode de diffusion des œuvres

- > **musique vivante** (orchestre, artistes, musiciens...),
- > **musique enregistrée** (disques, CD, bandes magnétiques...); dans ce cas, les droits d'auteur correspondant au tarif "musique vivante" sont majorés de 25% au titre du droit de reproduction pour l'usage public d'œuvres enregistrées.

### LE MONTANT DES DROITS D'AUTEUR NE PEUT PAS ÊTRE INFÉRIEUR À :

#### La redevance forfaitaire de base

Pour chaque manifestation musicale, gratuite ou payante, la Sacem perçoit **une redevance forfaitaire de base**, de 33,57 € HT pour 2002 (tarif "musique vivante"), si l'application du pourcentage sur les recettes ou les dépenses s'avère inférieure à cette redevance de base.

## Quelques exemples pour des manifestations animées par des musiciens

### Bal dans une salle de plus de 300 m<sup>2</sup> :

- **Pour un bal payant**, la redevance d'auteur est proportionnelle aux recettes réalisées. Le taux est de **8,80%** sur la totalité des recettes "entrées" et sur la moitié des autres recettes (buvette, buffet...).
- Si l'entrée est gratuite, le taux est de **6,60%** sur la totalité des recettes réalisées (buvette, buffet...).
- La redevance minimale est calculée par application, sur le budget des dépenses, du taux de 8,80%, et le montant facturé ne peut être inférieur à la redevance de base (33,57 € HT pour 2002).



- **Pour un bal gratuit** (sans recette "entrée", ni recette "annexe"), la redevance d'auteur est proportionnelle aux dépenses engagées. Elle est déterminée par application du taux de **8,80%** sur ces dépenses, et le montant facturé ne peut être inférieur à la redevance de base (33,57 € HT pour 2002).

### Cas particulier d'un bal dans une salle de moins de 300 m<sup>2</sup> :

Comme le prévoit le Code de la propriété intellectuelle, la Sacem a établi, par exception à la règle de la proportionnalité aux recettes, une redevance forfaitaire pour les bals organisés dans des petites salles. Le prix d'entrée et/ou des consommations déterminent, dans ce cas, le montant du forfait.

#### Exemples de redevance forfaitaire pour une salle jusqu'à 300 m<sup>2</sup> :

- bal avec un droit d'entrée jusqu'à 3,95 € et réalisation de recettes annexes (buvette, buffet...) : 64,76 € HT
- bal sans droit d'entrée, avec réalisation de recettes annexes (prix de la consommation la plus vendue : 1,52 €) : 33,57 € HT
- bal entièrement gratuit : 33,57 € HT.

Avant le bal, prenez contact avec la délégation de la Sacem, elle vous communiquera immédiatement le montant du forfait demandé.

### Bal en plein air avec entrée libre (ex. place publique) :

Pour cette catégorie de séances, qui peuvent donner lieu à la réalisation de recettes (buvette, buffet...), la redevance de droits d'auteur est forfaitaire. Elle est calculée par application sur le budget des dépenses du taux de **8,80%**, et le montant facturé ne peut être inférieur à la redevance de base (33,57 € HT pour 2002).

(1) L'expression "organisateur de spectacles" doit être prise au sens d'entrepreneur de spectacles, tel que le stipule le Code de la propriété intellectuelle (article L. 132-18 et suivants).